

Caroline GUIBET LAFAYE

CLASSIFICATION RAISONNÉE DES NORMES
RELATIVES A LA LIBERTÉ DE CHOIX

Communication proposée lors du colloque international « Logique et rationalité »
tenu du 21 au 23 mars 2002 à l'Institut d'Histoire et de Philosophie des Sciences et des
Techniques (Université de Paris-I–CNRS)

« CLASSIFICATION RAISONNÉE DES NORMES SOCIALES RELATIVES À LA LIBERTÉ DE CHOIX »

LOGIQUE ET RATIONALITÉ¹

Introduction

Le travail, dont nous allons présenter ici des éléments, s'inscrit dans le projet de « Répertoire Analytique de l'Éthique Sociale », mené par E. Picavet. Il vise à déterminer le statut des normes et des valeurs, relatives en particulier à la liberté, dans l'explication politique et sociale.

L'un des objectifs de cette recherche est d'opérer une *classification* des normes, mises en œuvre dans la coordination, dans l'action coopérative ou l'entente pacifique. Il s'agit, dans cette perspective, de répertorier les *normes* ou principes, *qui structurent la vie sociale* aussi bien que les discussions sur l'existence collective.

Nous souhaitons donc, à l'occasion des libertés de base et des principes de justice sur lesquels une organisation sociale peut reposer, employer cette *méthode de classification raisonnée*, afin de dégager les motifs, les raisons pour lesquelles une priorité est accordée aux libertés de base. L'entreprise de J. Rawls, en particulier, vise à faire entrer la justification des normes morales de justice, dans le champ de la théorie du choix rationnel.

Ainsi dans la perspective procédurale qui est celle de Rawls, les principes de justice ne sont autres que les *principes qui peuvent résulter d'un choix rationnel des parties*, placées sous le voile d'ignorance. Dans ce contexte, chacun cherche à promouvoir ses propres intérêts

¹ Communication donnée lors du colloque international franco-canadien « Logique et rationalité » (21-23 mars), organisé par J. Dubucs et F. Lepage, à l'Institut d'Histoire et de Philosophie des Sciences et des Techniques (Université de Paris-I-CNRS).

autant qu'il le peut, ce qui doit s'interpréter dans les termes de la théorie des biens primaires, comme le montre le paragraphe 25 de la *Théorie de la justice*.

La classification que nous proposons s'ordonne à partir des *propriétés*, présentées par les normes pratiques. Ces propriétés manifestent immédiatement les *raisons d'adoption ou de rejet des normes* et des règles, qui les vérifient. Ce travail s'inscrit donc dans une perspective cognitive, puisqu'il s'efforce d'expliquer l'acceptation ou le rejet des normes sociales, sur la base de la *compréhension* individuelle *des propriétés* de ces normes¹. Les normes exprimées, leurs propriétés, ainsi que leur cadre de référence trouvent une formulation claire, et la référence à ces entités, clairement définies et répertoriées, devient dès lors plus aisée.

A partir des propriétés dégagées, l'effort systématique que nous poursuivons vise à établir les relations (relation de complémentarité ; relation d'intégration et de coordination ; relation de compatibilité mutuelle, etc.) entre les normes proposées. L'énumération des propriétés des règles éthiques, notamment concernant les libertés de base, revient à déterminer les rapports entre ces normes.

La formulation des propriétés de ces règles s'opère à partir de principes, mobilisés et mobilisables, dans différents domaines. On peut qualifier ces principes de transversaux. Il s'agit, par exemple, des principes d'unanimité, d'universalisation, d'impartialité, d'égalité, de légalité, de traitement uniforme. Ces principes devant permettre de fonder une description unifiée des propriétés des règles éthiques, il conviendrait d'en proposer une formulation claire, dans leur cadre d'analyse précis et à chaque fois distincts.

Il doit être possible de comprendre et connaître une dimension objective, relativement aux normes, notamment en les saisissant dans leur rapport avec les modalités de l'interaction sociale. Par conséquent, il importe de mettre en évidence le contexte d'interaction, dans lequel les propriétés peuvent être rapportées à telle ou telle règle. Pour ce faire, il est nécessaire que la règle soit formulée de manière compréhensible dans ces contextes, ce que nous nous proposons de faire concernant les règles relatives à la liberté de choix, et plus particulièrement quant à la priorité des libertés de base.

¹ Voir les recherches récentes sur la rationalité axiologique, dans le sillage de R. Boudon, *Le Juste et le vrai*.

Analyse des « Libertés de base et leur priorité » de J. Rawls¹.

1- LE PRINCIPE DE LA LIBERTÉ ÉGALE POUR TOUS

Principe P-1 : Chaque personne a un droit égal à un système – pleinement adéquat – de libertés de base égales pour tous.

Définition : Les libertés de base égales pour tous, dans le premier principe de justice, sont définies par la liste suivante : la liberté de pensée et liberté de conscience, les libertés politiques (droit de voter et d'être éligible à un poste public) et la liberté d'association ainsi que les libertés incluses dans la notion de liberté et d'intégrité de la personne, et finalement, les droits et libertés protégés par l'État de droit (*rule of law*).

Propriétés :

- a) Ce premier principe est un principe de *justice*.
- b) Il doit être *compatible* avec un même système de libertés pour tous.
- c) Le système des libertés de base n'est *pas défini en détail* par les considérations disponibles dans la position originelle. La définition plus précise de ces libertés est réservée aux étapes constitutionnelle, législative et judiciaire.

Propriétés des libertés de base égales pour tous :

Propriété p-1 : *Aucune priorité* n'est assignée à la liberté en tant que telle.

Condition non p-1 : Si une priorité est accordée à l'exercice de ce qu'on appelle « liberté », cette dernière devient une *valeur prééminente* et constitue le *but principal*, voire le seul, de la justice sociale et politique.

Propriété p-2 : Il existe une *présomption générale* contre le fait d'imposer, sans raison valable, des restrictions – légales ou autres – au comportement. *Historiquement* l'accent a été

¹ Nous prendrons comme texte de référence, J. Rawls, « Les libertés de base et leur priorité », in *Libéraux et communautariens*, Paris, PUF, 1997.

mis sur la réalisation de certaines libertés spécifiques et sur l'obtention de garanties constitutionnelles (voir les projets de loi et de déclaration des droits humains).

Toutefois cette présomption n'entraîne aucune priorité particulière, pour aucune forme de liberté.

Propriété p-3 : Ces libertés de bases sont énumérées sous forme de *liste*. Elles sont *intégrées* aux deux principes de justice.

Elles conduisent les partenaires, dans la position originelle, à *s'entendre* sur ces principes de justice. Ainsi cette liste de libertés de base permet d'atteindre le but initial de la théorie de la justice comme équité.

→ Les deux principes de justice sont donc les seuls, parmi tous les choix possibles, à incorporer ces libertés et à leur accorder la priorité.

Propriété p-4 de la liste des libertés de base et de son établissement :

a) Soit cette liste est *dressée* de façon *historique*, à partir d'un *examen* des *constitutions* des États démocratiques, où un certain nombre de libertés sont protégées. → On étudie alors le rôle, la fonction de ces libertés dans les constitutions qui ont bien fonctionné.

Conséquence : Cette connaissance historique peut influencer le *contenu* des principes de justice, comme des choix possibles, pour les partenaires dans la position originelle.

b) Soit la liste des libertés de base peut être établie à *partir de l'examen des libertés* constituant les *conditions sociales essentielles*, permettant le développement adéquat et le plein exercice des deux *facultés* de la personnalité morale, au cours d'une vie complète.

Propriété p-5 de la liste des libertés de base :

Propriété p-5 : La liste des libertés de base devient un point de départ, qui peut s'améliorer et se transformer en une seconde liste, telle que les partenaires dans la position originelle *s'entendent mieux* sur les principes de justice intégrant la seconde liste plutôt que la première.

Ce processus peut être continué *indéfiniment*. On adopte la *dernière* liste choisie, puis on *définit plus précisément* cette liste aux étapes constitutionnelle, législative et judiciaire, lorsque seront accessibles les connaissances générales portant sur les institutions et le contexte de la société en question.

Méthodologiquement : On *procède étape par étape*, pour arriver à établir une liste des libertés de base et à les définir plus précisément.

Principe P-2 : De la *propriété* p-1 (c'est-à-dire du refus d'assigner à la liberté une priorité : « *Aucune priorité* n'est assignée à la liberté en tant que telle »), on tire le principe P-2 d'une priorité de la liberté. Etablissement de la priorité de la liberté à partir de la propriété du premier principe.

Conditions : La priorité de la liberté est *établie à partir de la position originelle*. Elle est donc toujours *relative à une énumération donnée des choix possibles*, qui s'offrent aux partenaires. Les deux principes de justice – qui constituent l'un des choix possibles – *contiennent*, au titre d'*élément de leur définition*, une liste des libertés de base ainsi que leur priorité.

La priorité de la liberté est *établie à partir de choix possibles*, qui renvoient à la tradition historique de la philosophie morale et politique.

La position originelle et la caractérisation des délibérations des partenaires s'interprètent comme un *moyen de sélectionner les principes de justice* à partir d'autres possibilités déjà connues.

Conséquence : pour établir la priorité de la liberté, il n'est pas nécessaire de montrer que la *conception de la personne*, associée à d'autres aspects de la position originelle, *suffit* à produire une liste satisfaisante de libertés ainsi que les principes de justice, qui leur accordent la priorité.

Propriété : Il n'est pas nécessaire de montrer que les deux principes de justice (et la priorité de la liberté qu'ils comportent) seraient choisis au sein de *n'importe quelle* énumération de choix possibles, quels que soient les compléments que d'autres principes pourraient apporter à cette dernière¹.

2. PRIORITÉ DE LA LIBERTÉ

Principe P-3 : La priorité de la liberté signifie que c'est le premier principe de justice, qui assigne un statut particulier aux libertés de base.

Propriétés de P-3 :

¹ Sur ce point, voir Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 1987, p. 622.

p-1) Ces libertés ont une *valeur absolue* par rapport aux arguments fondés sur le bien public et sur des valeurs perfectionnistes¹.

Condition : Les différentes libertés de base entrent nécessairement en *conflit* les unes avec les autres. *Conséquence* : Les règles institutionnelles, qui définissent ces libertés, doivent être telles que les libertés de base constituent un *système cohérent*. D'où :

p-2) : La priorité de la liberté implique, en pratique, qu'une liberté de base ne peut être *limitée* ou *refusée* que pour *sauvegarder* une ou plusieurs *autres libertés de base* et jamais au nom du bien public ou de valeurs perfectionnistes.

p-3) : Puisque les libertés de base peuvent être limitées, lorsqu'elles entrent en conflit les unes avec les autres, aucune d'entre elles n'est absolue. D'où :

p-4) : On ne peut exiger, une fois le système final mis au point, que toutes les libertés de base soient traitées également. [Principe d'égalité et de traitement uniforme.] On ne peut rien exiger de plus que le système soit *garanti de façon égale pour tous* les citoyens, quelle que soit la façon dont ces libertés sont agencées, pour donner un système cohérent unique.

Principe P-4 : La priorité de ces libertés n'est pas enfreinte, lorsque celles-ci sont simplement *contrôlées*, de façon à pouvoir être *combinées* entre elles, dans un système unique ou lorsqu'elles doivent *s'adapter* à certaines conditions sociales nécessaires à leur exercice durable.

Conditions :

C-1 : Opérer une distinction conceptuelle entre leur *restriction* des libertés et leur *contrôle*².

¹ Les expressions « bien public » et « valeurs perfectionnistes » sont utilisées pour faire référence aux notions de bien qui apparaissent respectivement dans les doctrines morales téléologiques de l'utilitarisme et du perfectionnisme. Par conséquent, ces notions sont définies indépendamment de la notion de juste. Elles renvoient, par exemple, dans l'utilitarisme (ou dans une bonne partie de l'économie du bien-être), elles renvoient à la satisfaction des désirs, des intérêts ou des préférences des individus. Voir Rawls, *Théorie de la justice*, pp. 50-52.

² Cette distinction est courante et importante en droit constitutionnel. Voir, par exemple, Tribe, 1978, chap. 12, sect. 2, où cette distinction est appliquée à la liberté d'expression telle qu'elle est protégée par le Premier Amendement. Dans Rawls, *Théorie de la justice*, j'ai omis de faire cette distinction à des endroits cruciaux de mon analyse des libertés de base. Je suis reconnaissant envers Joshua Rabinowitz d'avoir clarifié ce point.

C-2 : « Le champ central d'application » des libertés de base est préservé aussi longtemps que les *principes de justice* sont respectés.

D'où la propriété :

Propriétés de P-4 :

p-1 : Instituer des libertés de base exige une planification et une *organisation sociale*.

p-2 : La nécessité de ces contrôles n'est pas une restriction affectant le contenu des discours ni une interdiction contre certaines doctrines religieuses, philosophiques ou politiques, ou encore contre les discussions qui concernent les données, générales ou particulières, pertinentes pour *évaluer la justice* de la structure de base de la société.

p-3 : L'usage public de notre raison¹ doit être contrôlé, mais la priorité de la liberté exige que cela se fasse de façon à préserver autant que possible *l'intégrité du champ central d'application de chaque liberté de base*.

Principe P-5 : La priorité de la liberté n'est pas exigible dans *tous les cas*.

Elle n'est exigible que dans « des *conditions assez favorables* », c'est-à-dire dans un contexte social qui – si la volonté politique existe² – permette la *réalisation* efficace et le plein *exercice* de ces libertés.

Condition : Ces conditions sont déterminées par la culture d'une société, ses traditions, son habileté à faire fonctionner les institutions, son niveau de développement économique, etc.

Propriétés de P-5 : Lorsque de telles conditions relativement favorables sont effectivement réunies, la priorité des libertés de base est *exigible*.

Principe P-6 : Les libertés de base doivent être limitées à celles qui sont véritablement essentielles.

Les libertés qui ne sont pas des libertés de base seront prises en compte par la présomption générale.

Condition :

¹ L'expression « l'usage public de notre raison » est adaptée de l'essai de Kant intitulé *Qu'est-ce que les Lumières ?*, (1784), et particulièrement du cinquième paragraphe, où Kant oppose l'usage public de la raison, qui est libre, et l'usage privé, qui peut ne pas l'être ; je n'endosse pas nécessairement ce point de vue. [Voir Kant, *Œuvres*, Paris, Gallimard, coll. « La Pléiade », 1985, t. 2, 211 (N. d. T.).]

² Le problème de l'existence (ou non) de la volonté politique est une question entièrement différente.

C-1 : Le *statut particulier* des libertés de base est la principale raison pour *en limiter la liste*.

non C-1 : Le fait d'*élargir* cette liste risque d'*affaiblir* la protection des libertés les plus essentielles et de recréer, au sein du système des libertés, les problèmes dus à un équilibre indéterminé et mal contrôlé.

Propriétés de P-6 : Les libertés de base de la liste ont *toujours* la priorité.

3. PROPRIÉTÉ DES LIBERTÉS DE BASE

Principe P-7 : Chacune des libertés de base possède un « *champ central d'application* ».

Condition : La *protection institutionnelle* de ce champ d'application est une condition du *développement adéquat* et du plein exercice *des deux facultés morales* des citoyens, considérés comme des personnes libres et égales.

Principe P-8 : Les libertés de base peuvent être rendues *compatibles* entre elles, du moins dans le cadre de leurs champs centraux d'application. Principe de compatibilité.

Propriétés de P-8 :

p-1 : Dans des *conditions assez favorables*, il est possible d'instituer un système *viable de libertés*, tel que le *champ central de chaque liberté* soit *protégé*. On en a des exemples dans l'histoire des institutions démocratiques, et avec les principes des projets constitutionnels.

p-2 : On ne peut *conclure à l'existence d'un tel système* (d'un système viable de libertés) :

a) à partir de la seule *conception de la personne* comme possédant les deux facultés morales, ni

b) à partir du seul fait que certaines libertés et certains autres biens premiers sont nécessaires, au titre de moyens généraux, au développement et à l'exercice de ces facultés. Ces éléments doivent s'ajuster au sein d'une *organisation constitutionnelle viable*.

p-3 : Le système des libertés de base n'est pas défini en détail par les considérations disponibles dans la *position originelle*.

Toutefois en esquisant la *forme* et le *contenu généraux* des libertés de base, on peut indiquer le *rôle* particulier et le *champ central d'application* des libertés de base, d'une façon suffisamment claire, pour *guider le processus de définition* aux étapes ultérieures.

4. MOTIFS D'ADOPTION DE LA PRIORITÉ DES LIBERTÉS DE BASE

Point de départ : Quelles sont les raisons sur lesquelles les partenaires, dans la position originelle, se fondent pour accepter le premier principe de justice et *pour s'accorder sur la priorité de ses libertés* de base, priorité qui s'exprime par la *primauté* du premier principe de justice sur le second¹.

Objet : Il s'agit de résoudre la difficulté caractéristique de notre histoire politique récente, à savoir qu'il ne peut y avoir d'*accord* sur la *façon* dont les *institutions sociales* de base devraient être *organisées*, pour qu'elles respectent la liberté et l'égalité des citoyens considérés comme des personnes.

Principe P-1 : Chaque personne a un droit égal à un *système* pleinement adéquat de libertés de base *égales* pour tous.

Condition C-1 : Le principe P-1 est accepté sur le fondement d'une certaine *conception de la personne* (politique, économique, productrice de technique) et d'une *conception* associée de la *coopération sociale*².

Cette conception de la personne caractérise la façon dont les citoyens doivent *prendre conscience d'eux-mêmes et des autres*, au sein de leurs relations sociales et politiques, définies par la structure de base.

Propriétés de C-1 :

p-1 : La conception de la personne est considérée comme faisant *partie* d'une conception de la justice politique et sociale.

[*Propriété* du principe P-1 : Les termes équitables de la coopération sociale¹ dans ce cas définissent le contenu d'une conception politique et sociale de la justice.

¹ *Principe P-1* : Chaque personne a un droit égal à un système pleinement adéquat de libertés de base égales pour tous.

Principe P-2 : On peut admettre des inégalités sociales et économiques sous deux conditions :

- a) Elles doivent d'abord être attachées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous, dans des conditions de juste (*fair*) égalité des chances.
- b) Elles doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société.

² Dans cette section et la suivante, voir l'article de Rawls, « Kantian Constructivism » (Rawls, 1980, n. 4). Il fournit l'arrière-plan nécessaire à l'argumentation qui suit (Rawls, 1993, 81, n. 3).

p-2 : Le *lien* de la notion de coopération sociale et de la conception de la personne s'explique du fait que la notion de coopération sociale n'est pas simplement celle d'une activité sociale coordonnée, efficacement organisée et guidée par des règles publiquement reconnues, afin d'atteindre un *but d'ensemble*. La coopération sociale vise un bénéfice mutuel. D'où :

p-2-1 : On peut *raisonnablement attendre* de chaque participant qu'il accepte les termes équitables de la coopération, *pourvu que*, chaque autre participant les accepte *également*.

Ces termes comportent les idées de *réciprocité* et de *mutualité* : *tous* les individus qui coopèrent doivent *en tirer des avantages* ou partager les charges communes, d'une façon appropriée, évaluée à partir d'un critère convenable de la comparaison. Rawls appelle, cet élément de la coopération sociable, le raisonnable.

p-2-2 : Le *second* élément de la coopération sociable correspond au *rationnel*. Il se réfère à *l'avantage rationnel* de chaque participant, que chacun en tant qu'individu essaie d'augmenter.

p-2-3 : Alors que la notion de termes équitables de coopération² est *commune* aux participants, les *conceptions* qu'ils ont, chacun, *de leur propre avantage rationnel* diffèrent généralement. *L'unité* de la *coopération sociale* dépend de l'accord des personnes sur les termes équitables que cette coopération suppose.

Définition : Les termes équitables de la coopération sont des termes à partir desquels nous souhaitons, en tant que personnes égales, coopérer de bonne foi avec tous les membres de la société pendant toute notre vie, sur la base d'un respect mutuel.

Condition C-2 : Dans le cas de la coopération sociale, les termes équitables en vigueur ne sont pas ceux qui valent pour des partenariats et des associations, des petits groupes et des équipes. Dans le cas de la coopération sociale, *la structure de base de la société* est, dès le départ, considérée dans son ensemble comme une forme de coopération. Cette structure comprend les *principales institutions sociales* (la Constitution, le régime économique, l'ordre juridique et sa définition de la propriété, etc.) et la manière dont ces institutions s'articulent en un *système unique*. La structure de base procure le cadre d'un système autosuffisant de coopération.

¹ Il s'agit des termes à partir desquels nous souhaitons, en tant que personnes égales, coopérer de bonne foi avec tous les membres de la société pendant toute notre vie, sur la base d'un respect mutuel.

² La notion appropriée de termes équitables de coopération dépend de la nature de l'activité coopérative elle-même, de son contexte social, des buts et des aspirations des participants, de la façon dont ils se considèrent eux-mêmes et considèrent les autres comme des personnes, et ainsi de suite.

Propriétés de C-2 :

p-1 : Cette société est close. On ne peut donc y entrer ou en sortir que par la naissance et la mort.

La coopération peut se faire de bon gré et, en ce sens, volontairement. Elle n'est pas volontaire au sens où le fait d'adhérer ou d'appartenir à des associations et à des groupes au sein de la société est volontaire. → Il n'y a pas d'autre choix possible en dehors de la coopération sociale, si ce n'est la résistance et guerre civile.

Conséquence :

p-2 : Ces personnes doivent être conçues comme étant capables d'être, pendant toute leur vie, des membres normaux et pleinement coopératifs d'une société.

La capacité de coopérer socialement est considérée comme *fondamentale*, puisque la *structure de base de la société* est adoptée comme *l'objet premier de la justice*.

Si les personnes sont considérées de cette façon, c'est que *nous leur attribuons les deux facultés de la personnalité morale*. D'où C-3.

Condition C-3 : La conception de la personne associée au principe P-1 est telle qu'elle possède les deux facultés de la personnalité morale (C-3-1 et C-3-2).

C-3-1 consiste dans la capacité de former un sens du juste et de la justice. Elle est capacité de respecter les termes équitables de la coopération et donc d'être raisonnable.

Etre capable d'un sens de la justice, c'est être capable de comprendre, d'appliquer et normalement d'être mû par un désir efficace d'agir à partir de (et pas simplement en accord avec) les principes de justice en tant que termes équitables de coopération sociale.

C-3-2 consiste dans la capacité d'entretenir une conception du bien, et donc dans la capacité d'être rationnel, c'est-à-dire être capable de former, de réviser et de poursuivre rationnellement une conception du bien, en d'autres termes, une conception de ce qu'est, pour nous, une vie humaine qui mérite d'être vécue.

Une conception du bien consiste normalement en un système déterminé de buts et de finalités, auquel s'ajoute le désir que prospèrent certaines personnes et certaines associations, qui font l'objet d'engagements et de fidélités¹.

¹ *Condition de C-3-2 :* Une conception du bien comprend également une vision de notre relation au monde – religieuse, philosophique ou morale –, vision du monde en référence à laquelle ces finalités et engagements sont compris.

Condition C-4 : Les deux facultés morales (le sens de la justice et juste, d'une part et la capacité à former une conception du bien, d'autre part) sont des *conditions nécessaires et suffisantes* pour qu'un membre de la société soit traité comme un membre égal et, à part entière dans les questions de justice politique.

Principe P-2 : La question de la définition des libertés de base et du fondement de leur priorité peut être considérée comme la question de la détermination des termes équitables appropriés de coopération sur la base du respect mutuel.

Condition C-1 : La *coopération sociale sur la base du respect mutuel* est impossible entre ceux qui soutiennent des *conceptions* fondamentalement *différentes du bien*.

Condition non C-1 : Avec le libéralisme, en tant que doctrine philosophique, à la même époque se développent des arguments en faveur de la tolérance religieuse¹.

Propriété de la condition non C-1 : Les citoyens égaux ont des conceptions différentes, et effectivement incommensurables et irréconciliables du bien¹.

Le libéralisme accepte la pluralité des conceptions du bien comme un fait de la vie moderne, pourvu que ces conceptions respectent les limites définies par les principes de justice appropriés.

Dans une société démocratique moderne, l'existence de modes de vie divers est considérée comme une circonstance normale, qui ne peut être supprimée que par l'usage autocratique du pouvoir d'État. Le libéralisme essaie de montrer à la fois qu'une pluralité des conceptions du bien est désirable et comment un régime de liberté peut *traiter cette pluralité*, de façon à en tirer les nombreux avantages de la diversité humaine.

Condition C-2 : Un lien existe entre les libertés de base et leur priorité, d'une part, et les termes équitables de la coopération sociale entre personnes égales définis plus haut, d'autre part.

¹ Pour un examen instructif de ces arguments, voir J. W. Allen (1928), *A History of Political Thought in the Sixteenth Century* (London, Methuen éd.), ainsi que J. W. Allen (1938), *English Political Thought, 1603-1660* (London, Methuen éd.). Les idées de Locke dans la *Lettre sur la tolérance* (1689) et celles de Montesquieu dans *L'Esprit des lois* (1748) ont une longue préhistoire.

Propriétés :

p-1 : L'introduction de la conception de la personne développée supra et de sa conception associée de la coopération sociale permet de *faire progresser les idées libérales*.

Les libertés de base et leur priorité peuvent être considérée comme faisant partie des termes équitables de la coopération sociale, lorsque la nature de cette coopération *satisfait aux conditions* imposées par les conceptions philosophiques, qui leur sont sous-jacentes.

p-2 : La communauté sociale n'est plus fondée sur une conception du bien, [telle qu'elle était donnée par une confession religieuse ou une doctrine philosophique répandues], mais sur une conception publique commune de la justice, en accord avec la conception qui considère les citoyens, dans un État démocratique, comme des personnes libres et égales.

Condition C-3 : Le lien entre les libertés de base et leur priorité, d'une part, et les termes équitables de la coopération sociale entre personnes égales, d'autre part repose sur une certaine conception de la personne. Voir infra la définition de « la position originelle » et la façon dont elle représente la conception de la personne².

Condition C-4 : La position originelle est la situation théorique, qui relie une certaine conception de la personne³, une conception associée de la coopération sociale, d'une part à certains *principes de justice particuliers*, d'autre part, – ces principes définissant les « termes équitables de la coopération sociale ».

Propriétés de la condition C-4, c'est-à-dire de la position originelle :

p-1 : Les partenaires sont situés *symétriquement* les uns par rapport aux autres et, en ce sens, ils sont *égaux*.

p-2 : Le « *voile d'ignorance* » signifie que les partenaires ne connaissent des personnes qu'ils représentent ni la situation sociale, ni la conception du bien (ses engagements et ses

¹ Ce postulat est central dans le libéralisme, comme l'a noté Berlin (1969), 167-171, n. 15. Je crois que ce postulat reste implicite chez les auteurs cités, mais je ne peux pas approfondir cette question ici. Pour un énoncé plus récent, voir Dworkin, 1978 (ci-dessus, p. 51).

² Sur la position originelle, voir l'index de Rawls, *Théorie de la justice*. Pour la façon dont cette position est un modèle de la personne, voir Rawls, 1980. [Trad. franc. dans Rawls, 1993, 80.]

³ La « position originelle » représente une certaine conception de la personne. Elle représente, dans son ensemble, les *deux* facultés morales, que sont « la capacité à être raisonnable » et « la capacité à être rationnel », et donc représente la conception *complète* de la personne.

buts particuliers), ni les capacités réalisées et les tendances psychologiques, ni bien d'autres choses.

Les partenaires, dans la position originelle, doivent se mettre d'accord sur certains principes de justice, à partir d'une *courte liste de choix possibles*, proposés par la tradition de la philosophie morale et politique.

Propriétés :

p-3 : *L'accord* des partenaires sur certains principes précis *établit le lien* entre ces derniers et la conception de la personne, représentée par la position originelle.

p-4 : Le contenu des termes *équitables* de la coopération est fixé par cet accord.

p-5 : Les partenaires, en tant que *représentants* rationnellement autonomes des personnes dans la société, *représentent* seulement *le rationnel*. Ils s'accordent sur les principes qu'ils croient être *les meilleurs pour* ceux qu'ils représentent, du point de vue de la *conception du bien* de ces personnes et de leur capacité de former, de réviser et de poursuivre rationnellement une telle conception.

5. DÉTERMINATION DES LIBERTÉS DE BASE

Objet : *Expliquer pourquoi*, étant donnée la conception de la personne qui caractérise les citoyens que les partenaires représentent, les *libertés de base* sont effectivement des *biens premiers*, et, de plus, pourquoi le principe qui garantit ces libertés *doit avoir la priorité* sur le second principe de justice.

Il convient, pour ce faire, de déterminer les *types d'arguments*, qui amènent les partenaires à considérer certaines libertés comme des libertés de base. En montrant que *chaque* liberté de base est fondée sur des *motifs* quelque peu *différents*, on peut expliquer leur *place* dans la théorie de la justice comme équité et les *raisons* de leur *priorité*.

Principe P-10 : Les cinq catégories de biens premiers sont les suivantes¹ :

1 / Parmi les biens premiers figurent les libertés de base (liberté de pensée et liberté de conscience, les libertés politiques et la liberté d'association, ainsi que les libertés incluses

dans la notion de liberté et d'intégrité de la personne, et finalement, les droits et libertés protégés par l'État de droit).

Propriétés :

p-1 : Ces libertés sont les *conditions institutionnelles* sous-jacentes, nécessaires au développement et à l'exercice complet et conscient des *deux facultés morales*.

p-2 : Ces libertés sont également *indispensables* pour *protéger* une gamme étendue de *conceptions déterminées du bien* (à l'intérieur des limites de la justice).

p-3 : La *priorité* des libertés de base.

p-3-1 : La *raison* de la priorité du principe, qui garantit ces libertés, sur le second principe de justice est évidente, lorsqu'on explique pourquoi la *liberté de conscience* égale pour tous est une liberté de base.

p-3-2 : Dans le cas des libertés politiques égales pour tous, la priorité dérive du rôle *procédural* de certaines libertés et de leur *place* fondamentale dans la *régulation* de la structure de base dans son ensemble.

p-3-3 : Certaines libertés de base, comme la liberté de pensée et la liberté d'association, sont des *conditions institutionnelles indispensables*, une fois que les autres libertés de base sont garanties. Exemple : la liberté de pensée (liberté d'expression politique) et la liberté d'association sont nécessaires pour *rendre effective* la liberté de conscience et les libertés politiques.

2 / Parmi les biens premiers figurent la liberté de mouvement et le libre choix de son occupation, sur un fond de possibilités diverses.

Propriétés :

Ces possibilités permettent la poursuite de diverses fins ultimes. Elles *rendent effective* la décision de les réviser et de les changer, si nous le désirons.

3 / Parmi les biens premiers figurent les pouvoirs et les prérogatives des fonctions et des postes de responsabilité.

Propriétés :

Ils permettent de développer les diverses capacités autonomes et sociales du soi.

¹ Voir également J. Rawls, *Théorie de la justice*.

4 / Parmi les biens premiers figurent le revenu et la richesse, considérés au sens large comme des moyens généraux (munis d'une valeur d'échange).

Propriétés :

Ces biens sont nécessaires pour *réaliser* directement ou indirectement une *gamme étendue de fins*, quelles qu'elles soient.

5 / Parmi les biens premiers figurent les bases sociales du respect de soi-même.

Propriétés :

Elles consistent en des *aspects des institutions de base* qui sont nécessaires, pour que les citoyens aient un *sens réel* de leur *propre valeur en tant que personnes* et qu'ils soient capables de *développer* et d'*exercer leurs facultés morales*, de faire progresser leurs buts et leurs fins en ayant confiance en eux-mêmes¹.

Condition du Principe P-10 : La *structure de base de la société*, ses *institutions protègent* et *distribuent* certains des biens premiers, par exemple les libertés de base, et *gouvernent la production et la répartition* d'autres biens premiers comme, par exemple, le revenu et la richesse.

Propriétés du Principe P-10 :

p-1 : Il est *rationnel* pour les partenaires d'*adopter* les deux principes de justice.

p-2 : Les deux principes de justice *évaluent* cette structure de base de la société.

6. LA CAPACITÉ A ENTRETENIR UNE CONCEPTION DU BIEN COMME CONDITION DE LA PRIORITÉ DES LIBERTÉS

Objet : Il s'agit d'examiner les *raisons* sur lesquelles se fondent les partenaires dans la position originelle, *pour adopter* des principes qui *garantissent* les libertés de base et leur assignent la *priorité*. Exemple : la liberté de conscience.

Principe P-11 : La liberté de conscience est une liberté de base et, comme telle, possède une priorité.

Aucune considération inscrite dans le second principe de justice ne peut être alléguée, pour restreindre le champ central de cette liberté.

Condition C-7 :

P-11 est respecté, dès lors que l'on comprend réellement ce qu'est une *vision* religieuse, philosophique ou morale *du monde*.

Condition non C-7 :

Si P-11 est nié et qu'on soutient que tous les intérêts humains sont commensurables, qu'entre deux visions du monde, il existe toujours un taux d'*échange*, selon les termes duquel il est rationnel d'équilibrer la protection de l'une contre la protection de l'autre, surgit une *contradiction*. La *solution* de cette difficulté est *donnée par P-12*.

Principe P-12 : Le système des libertés de base, en tant que *famille*, *fait partie d'une conception cohérente et viable de la justice*, qui convient à la structure de base d'un régime *démocratique*, et qui n'est pas *contradictoire* avec ses convictions les plus essentielles.

Conditions C-8 du principe P-12 visant à établir les motifs pour lesquels P-11 est affirmé :

C-8 prend en considération la *capacité à avoir une conception du bien*. Cette capacité consiste dans la capacité de *former*, de réviser et de *poursuivre rationnellement* une conception déterminée du bien.

C-8-1 : Cette capacité peut être considérée de telle sorte que le *développement* et *l'exercice adéquat* de cette capacité sont les *moyens* du bien d'une personne.

En tant que *moyens*, ils ne font pas *partie* (par définition) de la *conception déterminée du bien* qu'a cette personne. Les personnes exercent cette faculté, *en poursuivant rationnellement leurs fins ultimes* et en développant leur notion de ce qu'est une *vie complète*. Cette faculté est *au service* de la *conception déterminée du bien* qui est défendue. Son rôle dans la *formation de nouvelles conception du bien*, plus rationnelles, et dans la révision de celles qui existent déjà, ne doit pas être négligé.

Rien ne garantit que tous les aspects de notre forme de vie actuelle soient *les plus rationnels pour nous*, ni qu'ils n'aient pas besoin d'une révision.

Par conséquent, l'exercice complet et adéquat de la capacité à avoir une conception du bien est *un moyen au service du bien* de cette personne.

¹ Pour une analyse plus complète des biens premiers, voir Rawls, 1982 b.

Conséquence : La liberté de conscience, et donc la *liberté de faire des erreurs* et de *se tromper*, fait partie des *conditions sociales, nécessaires* au développement et à l'exercice de cette faculté.

Propriété de C-8-1 : p-1 : Les partenaires ont un autre *motif* pour adopter les principes, qui garantissent cette liberté de conscience.

Condition supplémentaire : La liberté d'association est nécessaire pour rendre effective la liberté de conscience. L'exercice de la liberté de conscience est *nié*, si nous n'avons pas la liberté de nous associer avec d'autres citoyens, ayant la même vision du monde que nous.

Propriété p-2 : Ces deux libertés de base sont *inséparables*. Ainsi se trouve déduite de la liberté d'expression.

C-8-2 : La capacité à avoir une conception du bien peut être *considérée* d'une *seconde façon*, qui mène également à un motif en faveur de la liberté de conscience. On envisage alors son *étendue* et sa nature *régulatrice* ainsi que les *principes* inhérents *qui guident ses opérations* (les principes de la délibération rationnelle). Cette capacité nous permet de *prendre conscience de nous-mêmes*, lorsque nous sommes en train d'affirmer notre forme de vie, *en accord* avec *l'exercice complet*, délibéré et raisonné de *nos facultés intellectuelles et morales*.

Propriétés de C-8-2 :

p-1 : Cette relation, rationnellement posée, entre notre raison délibérative et notre forme de vie devient elle-même une partie de notre conception déterminée du bien.

En plus d'évaluer nos croyances comme vraies, nos actions comme justes et nos finalités comme bonnes, nous pouvons aussi nous efforcer d'évaluer les raisons pour lesquelles nos croyances sont vraies, nos actions justes et nos finalités bonnes et adéquates pour nous. On cherche à faire de notre conception du bien notre « propre » conception, au lieu de simplement la recevoir de notre société ou de nos pairs¹.

p-2 : Dans la vision *libérale* des choses, on ne peut pas produire d'*évaluation politique* ou *sociale* des conceptions, tant qu'elles *respectent les limites* de la justice. Par conséquent, on ne

¹ Voir Mill, 1859, chap. 3, § 5, où il dit : « Jusqu'à un certain point, il est admis que notre entendement devrait être le nôtre ; mais on n'admet pas aussi volontiers que nos désirs et nos impulsions devraient être également les nôtres ; ou que posséder des impulsions en propre, quelle qu'en soit la force, soit autre chose qu'un péril et un piège. » Voir l'ensemble des § 2 à 9 sur le libre développement de l'individualité.

Bien sûr, la conception que nous soutenons n'a nul besoin de nous être particulière ou d'être une conception que nous avons façonnée pour nous-mêmes; elle peut simplement provenir de la tradition religieuse, philosophique ou morale dans laquelle nous avons été élevés et éduqués, et qui, lorsque nous sommes à l'âge de raison, se trouve être au centre de nos engagements et de nos fidélités.

peut pas critiquer les personnes, qui ne soumettent pas à examen leurs croyances et leurs finalités, mais qui les acceptent par un acte de foi, ou sont satisfaites de savoir que ce sont des questions de coutume et de tradition.

p-3 : Ainsi considérée, la capacité à avoir une conception du bien n'est plus simplement un *moyen*, mais une *partie essentielle* d'une conception déterminée du bien. D'où P-13.

Principe P-13 : Pour que cette conception du bien soit *possible*, nous devons avoir le droit, plus encore que dans le cas du motif précédent, de *faire des erreurs* et de *nous tromper* à l'intérieur des limites établies par les libertés de base. ↔ Conditions d'attribution du droit à la liberté de conscience.

Pour garantir la possibilité de cette conception du bien, les partenaires, en tant que nos représentants, *adoptent des principes*, qui protègent la liberté de conscience.

Propriété de P-13 : Cette conception du bien, resituée dans la théorie de la justice comme équité, nous permet de *considérer nos fidélités et nos fins ultimes* d'une façon qui réalise, dans toute son envergure, l'une des deux facultés morales qui caractérisent les personnes.

Motifs d'adoption du principe P-11 (« La liberté de conscience est une liberté de base et, comme telle, possède une priorité ») et articulation de ces trois raisons.

1- Dans le premier cas [conditions C-6 et C-7], les conceptions du bien sont considérées comme *données* et fermement enracinées. Dans la mesure où il existe une *pluralité* de conceptions, chacune étant non négociable, les partenaires reconnaissent que, derrière le voile d'ignorance, les principes de justice qui garantissent la liberté de conscience égale pour tous sont *les seuls* qu'ils peuvent adopter.

2- et 3- : *Les conceptions du bien* sont considérées comme étant *sujettes à révision*, en accord avec la raison délibérative, qui fait partie de la *capacité de former une conception du bien*. Or le plein exercice conscient de cette capacité *nécessite les conditions sociales garanties* par la liberté de conscience, *donc celle-ci doit être affirmée*.

P-14 : La priorité des libertés de base (= propriété p-3 du principe P-10).

Objet : Quels sont les motifs qui décident les partenaires à adopter des principes garantissant le développement et l'exercice de la première faculté morale, c'est-à-dire de la capacité à former un sens de la justice ?

Conditions :

C-1 : Les partenaires, dans la position originelle, sont des représentants rationnellement autonomes des citoyens. En tant que tels, *ils ne se déterminent* qu'en fonction de ce qui *favorise les conceptions particulières du bien* des personnes qu'ils représentent, soit comme un *moyen* pour atteindre ce bien, soit comme une *partie* de ces conceptions.

C-2 : Les partenaires ne peuvent pas invoquer, concernant le sens de la justice, des *raisons* qui traitent le développement et l'exercice de cette capacité, comme *faisant partie* de la *conception particulière qu'une personne a de son bien*. Ils sont limités à des *raisons* qui traitent cette capacité simplement comme un moyen au service du bien d'une personne.

Alors que, concernant notre *capacité à avoir une conception du bien*, celle-ci peut constituer aussi bien un *moyen* qu'une *partie* de notre conception du bien, c'est pourquoi les partenaires peuvent invoquer des raisons issues de chacun de ces deux cas, sans enfreindre leur fonction rationnellement autonome.

C-3 : Nous *supposons* (comme le font les partenaires) que les citoyens possèdent la *capacité correspondant au sens de la justice*, mais cette supposition est de pure forme.
→Quels que soient les principes choisis par les partenaires, parmi les options disponibles, les personnes seront capables de *développer le sens de la justice* correspondant à leur statut de *citoyens* dans la société.

Propriétés de C-3 :

p-1 : Cette supposition est *compatible* avec *l'autonomie rationnelle* des partenaires. Elle respecte *l'exigence* qu'aucun principe antérieur de justice ne guide le raisonnement des partenaires (encore moins, le contraigne) dans leur choix.

p-2 : Étant donné cette *supposition*, les partenaires *savent* que leur accord n'est pas *vain* et que les citoyens agiront dans la société *conformément* aux principes qu'ils ont acceptés, qu'ils les *respecteront*, lorsque les institutions politiques et sociales sont en accord avec ces principes, et ce de manière publiquement reconnue.

p-3 : Mais, lorsque les partenaires *incluent*, parmi les considérations favorables à certains principes de justice, le fait que les citoyens dans la société vont agir de manière efficace et

régulière, c'est parce qu'ils croient qu'agir conformément à de tels principes servira de *moyen efficace*, pour *réaliser* les conceptions particulières du bien des personnes qu'ils représentent. *Ces personnes, en tant que citoyens, sont capables d'être motivées par la justice comme telle*, ce qui n'est pas le cas des *partenaires*, leurs représentants rationnellement autonomes.

Conditions motivant l'adoption de P-14 : Il y a *trois motifs*, chacun relié à la *capacité à avoir un sens de la justice*, qui poussent les partenaires à *adopter des principes* qui vont garantir les libertés de base et leur assigner une priorité.

C-4 : Le premier motif repose sur deux thèses.

C-4-1 : La conception du bien de chacun *bénéficie* considérablement d'un système de coopération juste et stable. *Le fait de savoir*, de manière publiquement reconnue, que chacun a un sens efficace de la justice et qu'on peut lui faire confiance comme à un membre pleinement coopératif de la société *bénéficie* considérablement à la conception du bien de chacun¹. Ce savoir public et le sens de la justice, qui est son objet, sont le résultat du temps et de la culture.

Propriété de C-4-1 :

p-1 : Les partenaires évaluent les solutions traditionnelles, en fonction de leur capacité à engendrer un sens de la justice publiquement reconnu, étant entendu que la structure de base respecte les principes correspondants.

Ils traitent donc le développement de la capacité à avoir un sens de la justice comme un moyen de réaliser le bien de ceux qu'ils représentent.

Un système de coopération sociale juste *fait progresser* les conceptions particulières du bien des citoyens.

Un *système stabilisé grâce à un sens public et efficace de la justice*, est encore *meilleur* qu'un système qui exige un appareil sévère et coûteux de sanctions pénales, surtout si cet appareil est dangereux pour les libertés de base.

C-4-2 : La conception de la justice *la plus stable* est celle qui est définie par les deux principes, essentiellement en raison des libertés de base et de la priorité que ces deux principes leur assignent.

¹ Je reformule ici le raisonnement en faveur de la stabilité qui se trouve dans Rawls, *Théorie de la justice*, § 76.

Principe P-15 : Les deux principes de justice sont les plus stables. Ils fournissent une réponse plus satisfaisante à ces conditions que les autres options disponibles, en raison de la *conjonction des libertés de base* avec la *valeur équitable (fair value) des politiques* et avec le principe de différence.

Propriétés de P-15 :

p-1 : L'*égalité* des libertés de base et leur priorité, ainsi que la *valeur équitable des libertés politiques*, montrent que *les deux principes prennent en considération le bien de chacun de manière inconditionnelle*.

p-2 : De même, ces principes sont *clairs et évidents* pour notre raison, parce qu'ils doivent être *publics* et mutuellement reconnus, et qu'ils imposent les libertés de base directement – par eux-mêmes, en quelque sorte¹.

Ces libertés ne dépendent pas de calculs concernant le plus grand solde net d'intérêts sociaux (ou de valeurs sociales). De tels calculs n'ont pas de place dans la théorie de la justice comme équité.

p-3 : Quand les partenaires adoptent les principes de justice qui vont *garantir le plus efficacement possible le développement et l'exercice du sens de la justice*, ils n'ont pas pour motivation la réalisation de cette faculté morale pour elle-même ; ils la considèrent plutôt comme la *meilleure manière de stabiliser une juste coopération sociale* et, ainsi, de *faire progresser les conceptions particulières du bien* des personnes qu'ils représentent.

C-5 : Deuxième condition motivant l'acceptation de la priorité des libertés de base. Le second motif, lié au premier, part de l'importance fondamentale du *respect de soi (self-respect)*². Le respect de soi est *davantage renforcé* et encouragé quand on donne une *valeur équitable (fair value) aux libertés politiques* et que le principe de différence est appliqué³. *Aucune propriété ne fonctionne de manière isolée*.

Propriétés :

p-1 : Le respect de soi est encouragé et *renforcé*, de la manière la plus efficace, par les deux principes de justice, en raison de l'insistance sur l'égalité des libertés de base et sur leur

¹ Les principes de justice imposent le respect des libertés de base directement et par eux-mêmes. Voir Rawls, *Théorie de la justice*, la notion d'« inclusion » (*embedding*), pp. 190 sq., 302-304, 330-331 et 364-365.

² Le respect de soi est examiné dans Rawls, 1971, § 67. Pour son rôle dans l'argumentation en faveur des deux principes, voir p. 209-214. Sur l'égalité des libertés politiques comme source du respect de soi, voir p. 270-271 et 587-589.

³ La valeur équitable des libertés politiques est examinée dans Rawls, *Théorie de la justice*, pp. 260-262, 269-271, 317-319 et 397. Dans la discussion de l'égalité des libertés politiques comme source du respect de soi pp. 587-589, la valeur équitable de ces libertés n'est pas mentionnée.

priorité. Il *se renforce* également grâce à *d'autres propriétés* des *deux principes* du côté des libertés de base.

Autre formulation de p-1 : Lorsque les libertés de base jouent un rôle important pour encourager le respect de soi, les partenaires ont *des motifs* fondés sur ces libertés *pour adopter les deux principes de justice*.

Le respect de soi suppose le développement et l'exercice des deux facultés morales et, par conséquent, un sens efficace de la justice. L'importance du respect de soi consiste en ce qu'il *nous offre un sens de notre propre valeur*, une conviction solide que notre conception particulière du bien vaut la peine que nous nous y consacrons. Sans respect de soi, rien ne semble avoir de la valeur.

p-2 : *Les principes de justice encouragent le respect de soi*. Ils font progresser la conception particulière du bien des personnes que les partenaires représentent. C'est pourquoi les partenaires leur accordent une telle importance. D'où P-16 :

P-16 : Étant donné cette définition du respect de soi, il dépend de certaines *propriétés publiques des institutions sociales de base*, qui l'encouragent ou non ; il dépend de la manière dont ces dernières fonctionnent, et dont ceux qui les acceptent se considèrent et traitent habituellement les uns les autres.

Ces propriétés des institutions fondamentales et des modes de comportements publics sont les *bases sociales du respect de soi*.

Condition : A aucun moment de leur raisonnement les partenaires n'envisagent le développement et l'exercice du sens de la justice *pour lui-même*. En revanche, ce n'est pas le cas des citoyens pleinement autonomes dans une société bien ordonnée.

Propriétés :

p-1 : Étant donné cette définition du respect de soi, ces bases sociales sont parmi les biens premiers les plus essentiels. Or ces bases sont *déterminées*, pour une mesure importante, *par les principes publics de justice*.

p-2 : Puisque les principes de justice sont les *seuls* à *garantir les libertés de base*, ils encouragent et ils développent le respect de soi des citoyens, en tant que personnes égales, *de manière plus efficace* que les autres options disponibles. C'est le contenu lui-même de ces principes qui a ce résultat. Le contenu de ces principes a un double aspect, chacun correspondant à l'un des deux éléments du respect de soi.

p-3 : Le premier élément est représenté par notre confiance en nous-mêmes. Celle-ci est *enracinée dans le développement et l'exercice des deux facultés morales*, en tant que nous sommes membres *pleinement coopératifs* de la société (et, donc, en tant que nous possédons un sens efficace de la justice).

Cet élément s'appuie sur les libertés de base, qui garantissent l'exercice complet et conscient des deux facultés morales.

p-4 : Le second élément correspond au *sens que nous avons de notre propre valeur* et qui est enraciné dans la conviction que nous sommes capables de nous consacrer à un projet de vie, qui a de la valeur.

Cet élément s'appuie sur la *nature publique de cette garantie* et sur le fait que *l'ensemble des citoyens la reconnaissent*, en conjonction avec la valeur *équitable* des libertés politiques et le principe de différence. En effet, le sens de notre propre valeur ainsi que notre confiance en nous-même dépendent du respect et de la réciprocité que nous témoignent les autres.

p-3 + p-4 : En reconnaissant publiquement les libertés de base, les citoyens d'une société bien ordonnée manifestent leur respect les uns pour les autres, comme à des personnes dignes de confiance et raisonnables. Ils manifestent également leur reconnaissance du prix que tous les citoyens attachent à leur forme de vie. D'où p-5 :

p-5 : Les libertés de base permettent aux deux principes de justice de réaliser plus efficacement que d'autres principes les exigences du respect de soi.

C-6 : Le troisième motif d'adoption de la priorité des libertés de base est lié au sens de la justice. Il a sa source dans la conception de la société bien ordonnée comme « union sociale d'unions sociales »¹. C-6 revient à énoncer le principe P-17.

Principe P-17 : Une société bien ordonnée par les deux principes de justice peut représenter, pour chaque citoyen, un bien beaucoup plus global que le bien *particulier* d'individus laissés à eux-mêmes ou limités à de petites associations.

Propriétés :

p-1 : La participation à ce bien plus global peut *élargir* considérablement le bien particulier de chaque personne et *le renforcer*.

¹ Cette notion est examinée dans Rawls, *Théorie de la justice*, § 79. Mais je ne la reliais pas alors aux libertés de base et à leur priorité comme j'essaie de le faire ici. [La traduction française était erronée ; elle a été remplacée par « union sociale d'unions sociales » (N. d. T.).]

p-2 : Le bien représenté par l'union sociale est *plus complètement réalisé*, quand tout le monde *participe*.

p-3 : Toutefois il se peut, en fait, que ce soit le cas seulement pour quelques-uns, voire seulement pour une petite minorité.

Conditions de P-17 :

C-7 : Chaque être humain ne peut agir que grâce à *une seule faculté dominante à la fois*¹. Notre nature ne nous permet, à un moment donné, d'avoir qu'une seule forme d'activité. C'est pourquoi l'être humain semble destiné à un *développement partiel*.

Propriétés

p-4 : Il peut éviter cette partialité en essayant d'unir les facultés, distinctes et généralement développées séparément, de sa nature, s'il tente d'accroître et de diversifier les forces avec lesquelles il travaille en les combinant harmonieusement.

Ce qui, dans le cas de l'individu, est réalisé par l'union du passé et du futur avec le présent est produit, dans société, par la *coopération entre ses membres*. C'est donc grâce à *l'union sociale*, fondée sur les besoins et les capacités internes de ses membres, que chacun peut participer aux richesses collectives de tous les autres.

A chaque fois, les personnes ont besoin les unes des autres. C'est seulement grâce à la *coopération active avec les autres* que nos talents peuvent être réalisés et, en grande partie, grâce aux efforts des autres. C'est seulement grâce aux activités de l'union sociale que l'individu peut être complet.

p-5 : Il existe autant de formes d'unions sociales qu'il existe d'activités humaines, qui correspondent aux conditions requises. La *structure de base de la société* elle-même procure un *cadre* pour la réalisation de chacune de ces activités.

p-6 : La société est une union sociale d'unions sociales, lorsque ces diverses formes d'activités humaines sont rendues complémentaires et peuvent être coordonnées de manière satisfaisante.

Conditions de P-17 : Quels sont les *principes de justice* les plus efficaces pour coordonner et combiner ces nombreuses unions sociales *en une seule* ?

Ils doivent remplir deux conditions.

¹ Cet extrait est cité dans Rawls, *Théorie de la justice*, pp. 630-631 ; il vient de l'« Essai pour limiter l'action de l'État » (1792), *Gesammelte Schriften* (Berlin, 1903), liv. 1, 107 sq.

C-8 : Ces principes doivent être *reliés* de manière *explicite* à la *conception des citoyens comme personnes libres et égales*. Cette conception doit être ouvertement implicite dans le contenu de ces principes.

C-9 : Deuxièmement, ces principes, qui s'appliquent à la structure de base de la société, doivent comporter une notion de *réciprocité* correspondant à des citoyens conçus comme des *personnes libres et égales*, engagées dans coopération sociale durant toute leur vie.

Si non C-8 + non C-9 : Si ces conditions ne sont pas remplies, nous sommes incapables d'envisager la richesse et la diversité de la *culture publique de la société*, comme *résultant des efforts de chacun, en vue du bien mutuel*. Nous ne pouvons pas plus apprécier cette culture comme quelque chose à quoi nous pourrions contribuer et participer, car celle-ci est toujours, dans une large mesure, *l'œuvre des autres*.

Pour renforcer ces attitudes de considération et d'appréciation, les citoyens doivent défendre une notion de *réciprocité* qui corresponde à leur conception d'eux-mêmes, et *être capables de reconnaître* qu'ils ont en commun des buts publics et des allégeances.

Propriétés :

p-7 : Ces attitudes sont *protégées* par les deux principes de justice le plus *efficacement*, en raison précisément de l'objectif publiquement reconnu, qui consiste à *rendre justice à chaque citoyen, en tant que personne libre et égale sur une base de respect mutuel*. Cet objectif est manifeste dans l'affirmation publique de *l'égalité des libertés de base*, exprimée par la présentation même des deux principes de justice.

p-8 : Les relations de *réciprocité* *s'étendent à l'ensemble de la société* et les réalisations, aussi bien des individus que des groupes, ne sont plus considérées comme autant de biens distincts, produits tant par les personnes que par les associations

C-10 : Dans cette analyse du *bien qu'est l'union sociale*, les partenaires dans la position originelle n'ont besoin d'aucune information précise sur la conception particulière du bien des personnes qu'ils représentent.

Quelles que soient les conceptions du bien de ces personnes, elles seront *élargies et renforcées* par ce bien plus large qu'est l'union sociale – à condition que leurs doctrines restent dans une certaine gamme et soient compatibles avec les principes de justice.

Propriétés :

p-1 : Ce troisième motif en faveur des principes de justice peut être compris par les partenaires dans la position originelle, puisqu'il *respecte* les *restrictions* imposées à leur raisonnement.

p-2 : *Pour favoriser le bien précis* de ceux qu'ils représentent, les partenaires adopteront des *principes* qui garantiront les libertés de base. C'est la meilleure manière de réaliser ce bien global qu'est l'union sociale et le sens efficace de la justice qui le rendra possible.

p-3 : L'idée que la société est une union sociale entre des unions sociales montre qu'il est possible, pour un régime de liberté, non seulement d'accepter une *pluralité de conceptions du bien*, mais encore de *coordonner* les activités variées que permet la diversité humaine, *en un bien plus global* auquel chacun peut contribuer et participer.

p-4 : Ce bien plus global ne peut pas être défini simplement par une conception du bien. Il a besoin d'une conception particulière de la justice, à savoir la théorie de la justice comme équité.

Il la présuppose et il ne peut être atteint que *si les conditions générales indiquées plus haut sont satisfaites* par les conceptions *particulières* du bien déjà données. A condition qu'il soit *rationnel* pour les partenaires de supposer que ces conditions sont remplies, ils verront ce bien plus global comme un élargissement du bien des personnes qu'ils représentent, quelle que soit la conception particulière du bien de celles-ci.

Conclusion sur la priorité des libertés de base (principe P-14) :

On a envisagé les motifs qui pousseront les partenaires, dans la position originelle, à adopter les deux principes de justice. Ceux-ci garantissent l'égalité des libertés de base et leur confèrent une priorité en tant que ces libertés forment, en quelque sorte, une *famille*.

Les motifs liés à notre capacité à entretenir une conception du *bien* sont *plus familiers* parce qu'ils semblent aller de soi et être, à première vue, plus importants. Mais les motifs, liés à notre capacité à avoir un sens de la *justice*, sont également importants.

Les partenaires, dans leur effort pour promouvoir le bien des personnes qu'ils représentent, sont conduits à adopter des principes, qui encouragent le développement des deux facultés morales, ainsi que leur exercice complet et conscient.

BIBLIOGRAPHIE

- Allen J. W. (1928), *A History of Political Thought in the Sixteenth Century*, London, éd. Methuen.
- Allen J. W. (1938), *English Political Thought, 1603-1660*, London, éd. Methuen.
- Berlin I. (1990), Deux conceptions de la liberté, in *Éloge de la liberté*, Paris, Calmann-Lévy (Agora), p. 167-218 ; trad. franç. de I. Berlin (1969), *Four Essays on Liberty*, Oxford, Oxford University Press.
- Boudon R. (1995), *Le Juste et le vrai*, Paris, Fayard.
- Dworkin R. (1978), Liberalism, in S. Hampshire (éd.), *Private and Public Morality*, Cambridge, Londres, Cambridge University Press. p. 113-143.
- Humboldt W. von, Essai pour limiter l'action de l'État (1792), in *Gesammelte Schriften*, Berlin, 1903.
- Kant E. (1784), *Qu'est-ce que les Lumières ?*, in *Œuvres philosophiques*, Paris, Gallimard, coll. « La Pléiade », 1985, t. 2.
- Locke J. (1689), *Lettre sur la tolérance*, in *Lettres sur la tolérance et autres textes*, Paris, 1992.
- Mill J. S. (1859), *On Liberty*, in *The Utilitarians*, Garden City, Doubleday, 1975 (trad. franç. : *De la liberté*, Gallimard, « Folio », 1990).
- Montesquieu (1748), *De l'esprit des lois*, in *Œuvres complètes*, t. 2, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1951.
- Rawls J. (1971), *A Theory of Justice*, Oxford, Oxford University Press, 1972 ; trad. franç. : *Théorie de la justice* (trad. par C. Audard), Paris, Ed. du Seuil, 1987.
- Rawls J. (1980), Kantian Constructivism in Moral Theory : The Dewey Lectures, *Journal of Philosophy*, 77, p. 515-572 ; trad. franç. : Le constructivisme kantien dans la théorie morale, in Rawls, 1993, p. 71-151.
- Rawls. J. (1982), The Basic Liberties and their Priority, in S. McMurrin (éd.), *The Tanner Lectures on Human Values*, vol. III, Salt Lake City, University of Utah Press, p. 1-87 ; trad. franç. : Les libertés de base et leur priorité, in Rawls, 1993, p. 151-201 ou in *Libéraux et communautariens*, Paris, PUF, 1997.

Rawls J. (1993), *Justice et démocratie* (trad. par C. Audard *et al.*), Paris, Ed. du Seuil, « La couleur des idées ». Cet ouvrage contient la traduction des textes suivants : Rawls, 1978, 1980, 1982, 1985, 1987, 1988, 1989.

Tribe L. (1978), *American Constitutional Law*, Mineola, The Foundation Press.

Table des matières

<u>CAROLINE GUIBET LAFAYE</u>	<u>1</u>
INTRODUCTION	2
<u>ANALYSE DES « LIBERTES DE BASE ET LEUR PRIORITE » DE J. RAWLS.</u>	<u>4</u>